

SIGNEZ LE RÉFÉRENDUM CONTRE LA PÉNURIE ORGANISÉE DE LOGEMENTS ABORDABLES

La révision de loi que nous attaquons avec l'ASLOCA par référendum est un somptueux cadeau que la droite - et les nombreux lobbyistes de l'immobilier qui sont dans ses rangs - ont offert aux milieux immobiliers ! Alors que le parlement aurait dû améliorer la situation de la population en favorisant la construction de logements abordables, la loi votée préserve les privilèges des promoteurs immobiliers. Voici 5 raisons de la refuser :

PARCE QU'IL FAUT DAVANTAGE DE LOGEMENTS LOCATIFS ABORDABLES

50% des nouvelles constructions à Genève sont des villas ou des appartements à vendre. Ces biens sont inaccessibles à l'immense majorité de la population. Il est maintenant nécessaire construire des logements locatifs abordables et non des biens pour enrichir les milieux immobiliers ! Avec cette loi, c'est le manque de logements abordables assuré.

PARCE QU'IL FAUT DAVANTAGE DE LOGEMENTS SOCIAUX

Avec cette loi, la droite veut empêcher la construction de davantage de logements sociaux. Alors que 8 500 personnes sont en attente d'obtenir un logement subventionné et que les prix des loyers libres sont très élevés, la population a besoin de ces logements. Refuser cette loi, c'est défendre la création de logements sociaux.

PARCE QU'IL FAUT BAISSER LE PRIX DES LOYERS

Les appartements libres sont rares et les loyers genevois hors de prix. La population peine à trouver des logements abordables. Les milieux immobiliers entretiennent cette pénurie pour maintenir artificiellement des prix très élevés. Avec cette loi, nous continuerons à payer des prix de fou !

PARCE QU'IL FAUT STOPPER LA SPÉCULATION

Les représentant-e-s des milieux immobiliers ont voté cette loi, car elle leur permet de faire d'immenses profits. Elle permet de continuer à construire des biens de luxe à vendre pour faire des bénéfices énormes ainsi que de maintenir le prix des loyers

élevés. Pour stopper cette spéculation qui ruine la population, il faut refuser cette loi.

PARCE QUE LE LOGEMENT EST UN DROIT, PAS UNE MARCHANDISE

Depuis des décennies les milieux immobiliers dictent la politique du logement avec comme conséquence une pénurie alarmante et des prix exorbitants. La logique du marché pénalise la majorité de la population et les plus démunie-s. Le logement est un droit et toute personne devrait bénéficier d'un toit à des conditions acceptables. Alors reprenons le contrôle sur nos logements. Refusons la logique marchande au bénéfice des plus riches et construisons une politique publique du logement au service de toutes et tous. NON à la loi 12477 ! Signez le référendum !

